

Projet «Addressing climate change vulnerabilities and risks in vulnerable Coastal Areas of TUNISIA»

TERMES DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) POUR APPUYER LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DANS L'INTEGRATION DU GENRE DANS LEURS PROJETS D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES ZONES COTIERES

MAI 2019

1. Contexte :

L'adaptation, la vulnérabilité, la résilience des populations face au changement climatique dépendent d'un éventail de paramètres. Ces derniers varient du degré d'exposition des populations et la dépendance de leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire, du facteur climat et aux capacités d'adaptation lesquelles sont influencées par le GENRE, le statut social, la pauvreté, le pouvoir, l'accès aux ressources et à la propriété au sein des ménages, etc.

Il est communément admis que dans les pays en développement, d'une part les femmes sont plus vulnérables que les hommes face au changement climatique compte tenu de la forte implication des femmes de ces pays dans les activités liées à la sécurité alimentaire, l'agriculture, la santé, l'énergie, ainsi que leurs responsabilités et d'autre part, elles sont aussi de puissants agents de développement, de résilience et de changement, et leurs rôles, leurs expériences et leurs savoirs sont essentiels à l'adaptation au changement climatique. D'où la nécessité d'accorder une attention particulière aux aspects liés aux capacités spécifiques des hommes et des femmes, pour la résilience face au changement climatique.

Souvent, au niveau des zones côtières là où les revenus des populations ont une dépendance importante de la ressource naturelle, il apparaît comme une évidence indéniable que les activités génératrices de revenus pour les femmes sont tributaires des secteurs vulnérables au changement climatique comme l'agriculture, la pêche vivrière et l'artisanat.

La vulnérabilité de la femme aux inondations, aux tempêtes, à la submersion, à l'élévation du niveau de la mer et à l'érosion côtière ne semble pas être présente dans la conscience des populations des zones côtières. Cette vulnérabilité élevée des femmes, résultante des inégalités historiques et socio-économiques existantes, à la faible implication citoyenne de la femme dans la vie associative et dans les instances locales, est entre autres, à l'origine des lacunes dans les connaissances relatives aux questions environnementales et celles du changement climatique.

Cette situation impose la prise en compte de l'aspect social et particulièrement de l'aspect Genre dans les mesures de lutte contre le changement climatique, notamment, en vue de la prépondérance du rôle de la femme dans l'adaptation et ce pour lui conférer l'efficacité et l'efficience requises. Les femmes sont également capables de s'améliorer, de s'autonomiser ou de changer. Elles ne sont pas passives, elles sont des agents actifs avec des capacités différentes pour répondre aux défis posés par le changement climatique.

Il faut reconnaître qu'en Tunisie l'adoption de la nouvelle Constituante qui consacre le principe de la décentralisation et de l'égalité des Genres, offre désormais au pays l'opportunité inhérente d'inscrire dans la durée la participation pérenne des femmes au développement.

Il est évident qu'il est nécessaire d'œuvrer pour la consolidation du volet renforcement des capacités (information/sensibilisation & formation) des femmes par des moyens de dialogues entre les parties prenantes, la promotion d'une appropriation de la question climatique par des points d'entrées de la culture et des associations afin de construire un plaidoyer au niveau local et national qui intègre le Genre dans l'adaptation aux risques climatiques.

Le présent appel à consultation s'inscrit dans le cadre du projet « Lutter contre les vulnérabilités et les risques liés aux changements climatiques dans les zones côtières vulnérables de la Tunisie » mis en œuvre par l'Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral (APAL) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD Tunisie).

Ce projet vise à promouvoir des stratégies d'adaptation innovantes, des technologies et des options de financement pour répondre aux risques supplémentaires posés par les changements climatiques sur les populations et les principaux secteurs socio-économiques dans les zones côtières les plus vulnérables de la Tunisie.

Le projet se décline en 3 résultats à atteindre portant sur :

- Amélioration de la capacité institutionnelle pour planifier et pour répondre à l'augmentation des risques dus au changement climatique dans les zones côtières ;
- Amélioration de la résilience au changement climatique des zones côtières prioritaires par des mesures innovantes de réduction des risques ;
- Etablissement d'instruments économiques novateurs et durables pour accélérer l'adoption des mesures d'adaptation côtières.

Dans le cadre du troisième axe, un appel à propositions a été lancé en février 2018. 5 organisations de la société civile ont été retenues pour mettre en œuvre des projets d'adaptation au changement climatique au niveau des 3 sites d'intervention du projet : Kalaât El Andalous au niveau du gouvernorat d'Ariana, Ghar El Melh au niveau du gouvernorat de Bizerte et Djerba au niveau du gouvernorat de Médenine. Les 5 projets associatifs ciblent les autorités et les acteurs locaux et régionaux mais également la population locale notamment les femmes et les jeunes.

Vu que l'intégration d'une perspective de genre dans les projets associatifs relatifs au changement climatique est essentielle pour garantir que les femmes contribuent et bénéficient des solutions équitables aux problèmes posés par les changements climatiques, le projet « résilience côtière » se propose d'appuyer les ONGS retenues pour mieux intégrer la dimension GENRE dans leurs projets respectifs.

2. Objectif de la mission:

La présente mission a pour objectif de renforcer les capacités des 5 associations partenaires du projet « Résilience côtière » pour une meilleure intégration de la dimension GENRE dans leurs projets respectifs et d'élaborer un guide au profit des organisations non gouvernementales (ONGs) sur l'intégration du GENRE dans leurs projets d'adaptation au changement climatique.

3. Résultats attendus :

a) Les compétences des associations partenaires du projet « résilience côtière » en matière d'intégration du GENRE dans leurs projets respectifs sont améliorées :

Il s'agit de former les acteurs des 5 associations partenaires du projet « Résilience côtière » sur la planification du GENRE afin qu'ils puissent intégrer la dimension GENRE d'une manière transversale dans leurs projets respectifs et améliorer leurs compétences en matière de suivi et d'évaluation des indicateurs GENRE que le/ la consultant(e) les identifiera.

Les ONGs devraient inclure des indicateurs et collecter des données (quantitatives et/ou qualitatives) afin que l'accès des femmes et des hommes aux projets associatifs relatifs à l'adaptation au CC soit évalué.

b) Les associations partenaires sont accompagnés dans la mise en pratique des connaissances

acquises en matière d'intégration du GENRE dans leurs projets :

Moyennant un coaching et un accompagnement lors de la réalisation des actions de terrain, les associations sont appelées à mettre en pratique les connaissances théoriques qu'elles auront acquies lors des formations et

c) Un guide sur l'intégration du GENRE dans les actions d'adaptation aux changements climatiques dans les zones côtières est élaboré :

Pour assurer le transfert du savoir-faire et pour faire bénéficier un ensemble plus large d'ONGs des connaissances nécessaires à l'intégration du GENRE dans les projets d'adaptation aux changements climatiques dans les zones côtières, le projet souhaite développer un guide à destination des acteurs de la société civile.

Le guide doit se baser, entre autres, sur le retour d'expériences des associations bénéficiaires des formations et de l'accompagnement objet de cette mission mais également sur d'autres bonnes pratiques et astuces expérimentés et approuvés par ailleurs.

4. Méthodologie et démarche de travail :

La méthodologie proposée pour la présente mission doit reposer sur l'alternance entre la formation et les phases d'accompagnement sur terrain ce qui permettra aux participants de mieux assimiler le contenu théorique et de le mettre en pratique d'une manière progressive et évolutive.

L'élaboration du guide devra être alimenté par les retours d'expérience, les bonnes pratiques et les faux pas à éviter pour réussir la mise en œuvre d'actions prenant en considération la dimension GENRE. Des fiches méthodologiques et des outils didactiques devront également faire partie du guide.

Le/La consultant(e) devra effectuer des déplacements dans les zones d'intervention du projet, à savoir Kalaât EL Andalous, Ghar El Melh et Djerba à hauteur de 3 déplacements pour chaque site.

5. Durée de la mission, planning et livrables :

La durée de la mission, objet du présent appel d'offres, sera d'une durée totale de **7 mois** à compter de la date de la signature du contrat. L'effort à fournir pour la présente mission est estimé à **40 H/J**.

	Livrables intermédiaires/finaux	Délai	Modalité de paiement
1	L1 : Note méthodologique, chronogramme et plan de formation et d'accompagnement détaillé	15 jours après la signature du contrat	10% après validation du livrable L1
2	L2 : Premier rapport intermédiaire de formation et d'accompagnement	3 mois après la signature du contrat ;	15% après validation du livrable L2
3	L3 : Deuxième rapport intermédiaire de formation et d'accompagnement	4 mois après la signature du contrat ;	15 % dès la validation du L3

	L4 : Rapport final de formation et d'accompagnement	5 mois après la signature du contrat ;	20% dès la validation du L4
4	L5 : Version provisoire du guide	6 mois après la signature du contrat ;	20% lors de la validation des livrables L5
5	L6 : Version finale et validée du guide L7 : Rapport global de la mission	7 mois après la signature du contrat.	20% lors de la réception et la validation des L6 et L7

6. Profil du prestataire

- Avoir un bac +5 minimum (Minimum un Master/ingénieur dans les domaines liés à la gestion des projets, sciences sociales, environnement, agro-économie, planification ou équivalent ou tout autre domaine pertinent ;
- Cinq ans d'expérience professionnelle dans la gestion, la conception, la mise en œuvre et/ou le suivi de projets portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes ;
- Avoir au moins 3 références sur le genre et au moins un autre thème connexe portant sur le changement climatique, le développement durable, la croissance économique, la pauvreté, la gestion des ressources naturelles, l'accès à l'énergie propre, la croissance verte, l'agriculture durable ;
- Une expérience avec le PNUD sera un atout ;
- Avoir au moins 3 ans d'expérience une expérience démontrée de formateur et une connaissance des techniques d'éducation des adultes avec des méthodes participative ;
- Une Expérience de travail avec les organisations de la société civile sera un atout ;
- Une bonne capacité de rédaction et de synthèse (aptitude à rédiger et à présenter des documents de qualité) ;
- Maîtrise de l'arabe et le français ;
- Tenue des réunions : capacités à gérer et animer les réunions ;
- Travail en équipe : Capacité d'établir et maintenir une bonne relation professionnelle avec les partenaires ;
- Maîtrise de l'outil informatique ;
- Esprit de synthèse et méthodique.

I. RELATIONS DE TRAVAIL

- Le/La consultant(e) sera appelé(e) à travailler en étroite collaboration avec l'équipe PNUD/APAL/ONGs ;
- Les déplacements au niveau des zones du projet sont indispensables ;
- L'organisation des ateliers ainsi que les supports de formation seront à la charge du projet ;
- Une réunion de démarrage sera organisée avec l'APAL et le PNUD pour entamer la mission, discuter et finaliser la note méthodologique et le planning ;

- Des réunions périodiques avec le PNUD/ APAL et les ONGs partenaires du projet seront organisées pour faciliter la conduite de la mission.

Soumission et évaluation des offres :

I. CONTENU DE L'OFFRE ET METHODOLOGIE DE SELECTION DES CONSULTANTS :

Les consultant(e)s individuel(e)s ayant les qualifications requises décrites au paragraphe précédent, peuvent postuler pour la présente consultation. Le dossier de candidature, devrait comprendre obligatoirement les pièces ci- dessous listées :

- **Offre technique :**
 - Un CV mis à jour signé par le/a consultant/e incluant les expériences/références dans le domaine pertinent à la présente mission avec contacts des références à l'appui (noms, adresse email et N° de téléphone) ;
 - Une note méthodologique ne dépassant pas cinq (05) pages sur l'approche à adopter pour la mise en œuvre de la mission en français
 - Un résumé de la note méthodologique en arabe ;
 - Le chronogramme d'exécution et le planning de la mission.
- **Offre financière :** elle doit être détaillée selon le tableau suivant :

Eléments	Prix U HT en TND	Nombre	Total des honoraires
Honoraire de l'homme/ jour		40H/J	
Frais de déplacements et hébergement...	Forfaitaire		
Total Général en Hors Taxe en TND			

NB : Les frais d'organisation des ateliers sont à la charge du projet

II. Evaluation des offres

L'évaluation fera l'objet d'une sélection au mieux disant sur la base de la grille de notation et en tenant compte de la pondération sur la note technique et financière respectivement de 70% et 30%.

A/L'évaluation de l'offre technique se fera comme suit :

Critères	Points
- Avoir un bac +5 minimum (Minimum un Master/ingénieur dans les domaines liés à la gestion des projets, sciences sociales, environnement, agro-économie, planification ou équivalent ou tout autre domaine pertinent ;	10 pts
- Bac + 5 05 points	
- Doctorat /PhD 10 points	

<ul style="list-style-type: none"> - Cinq ans d'expérience professionnelle dans la gestion, la conception, la mise en œuvre et/ou le suivi de projets portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes - 5 ans 10 points - Plus que 5 ans 15 points <p>Une expérience avec le PNUD sera un atout 05 points</p>	20 pts
<ul style="list-style-type: none"> - Avoir au moins 3 références sur le genre et au moins un autre thème connexe portant sur le changement climatique, le développement durable, la croissance économique, la pauvreté, la gestion des ressources naturelles, l'accès à l'énergie propre, la croissance verte, l'agriculture durable - 3 références genre + 1 référence au moins dans un thème connexe15 points - Plus que 3 références+ 1 référence au moins dans un thème connexe20 points 	20 pts
<ul style="list-style-type: none"> - Avoir au moins 3 ans d'expérience démontrée de formateur et une connaissance des techniques d'éducation des adultes avec des méthodes participative ; - 3 ans 10 points - Plus que 3 ans 15 points <p>Une Expérience de travail avec les organisations de la société civile sera un atout 5 points</p>	20 pts
<p>Appréciation de la note méthodologique et du planning d'exécution par le comité d'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compréhension..... 15 points - Détail de l'approche en concordance avec le planning du projet..... 10 points - Excellente maîtrise de la langue arabe 5 points 	30 pts
	100

B/Evaluation des Offres financières

Seules les propositions financières des candidatures retenues suite à l'évaluation technique avec un minimum de 70/100 points seront considérées pour l'évaluation financière.

Il est demandé au consultant de fournir son offre financière globale pour l'ensemble de la mission.

C/ Attribution

La Proposition financière la moins disante (Fm) obtient un score financier (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres offres sont établis de la manière suivante :

$$Sf = 100 \times Fm/F, Sf$$

Étant le score financier, Fm la proposition la moins disante et F le montant de la proposition considérée.

Les poids respectifs attribués aux propositions technique et financière sont respectivement 70% et 30%.

La note finale S (correspondant au score technique et financier combiné) est calculée comme suit :

$$S = St \times 70\% + Sf \times 30\%$$

St : étant le score technique

La note finale correspondra à la somme des 2 notes obtenues pour les critères considérés. A l'issue de l'analyse, les soumissionnaires seront classés par ordre décroissant de valeur en fonction de la note finale obtenue. Le soumissionnaire ayant obtenu le score technique et financier combiné (S) le plus élevé sera retenu pour l'exécution de la mission.